

Alexandre
ADLER
Vladimir
FÉDOROVSKI

L'islamisme va-t-il gagner ?



Le Roman
du Siècle vert

éditions du
ROCHER

DOCUMENT

L'ISLAMISME VA-T-IL GAGNER ?

Alexandre Adler et Vladimir Fedorovski

L'islamisme va-t-il gagner ?

Le Roman du Siècle vert

Propos recueillis par Patrice de Méritens

 éditions du
ROCHER

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

VLADIMIR FÉDOROVSKI – Il existe une sorte de consensus de prudence auquel adhèrent Vladimir Poutine, la société russe dans son ensemble et, singulièrement, les spécialistes, dont le message est le suivant : le monde musulman étant animé par des mouvements contradictoires, les Russes demeureront des plus vigilants, considérant que l'avenir de la région n'est pas joué et qu'il y a une forte probabilité que le contexte présent conduise à un triomphe non pas de l'islam, mais de l'islamisme radical. Il faut être clair : les résultats du « printemps arabe » sont catastrophiques et laissent voir un « printemps islamiste ». De la tradition de longue culture russe et assimilée qui s'est forgée face au monde musulman ressort cette idée que le monde actuel va vers un clivage. D'aucuns vont jusqu'à évoquer une troisième guerre mondiale où la Russie et l'Occident se retrouveraient dans la même barque. C'est une hypothèse. Et nous ne pouvons qu'être en alerte. Soyons donc volontaristes, mais lucides.

Puisqu'il a été question de coexistence, je mentionnerai l'introduction de l'élément juif dans la tradition russe pour souligner que la création de l'État d'Israël est une idée venue de l'empire des tsars. Elle est liée au destin des ressortissants de l'empire du tsar, notamment aux fondateurs du sionisme, comme Chaïm Weizmann qui dirigea les négociations avec lord Balfour et était un grand scientifique d'origine biélorusse, ou bien encore Vladimir Jabotinsky, d'Odessa... Pour ce qui est de l'URSS, ce sont les leaders bolcheviques, d'ascendance juive dans leur majorité, qui ont consciemment propagé l'établissement de foyers juifs à travers l'Union soviétique : le plus important d'entre eux fut fondé par Staline dans la république de Birobidjan, à la frontière chinoise.

A. A. – Moyennant cette nuance : au départ, les bolcheviks, en particulier les Juifs, parmi lesquels Trotski, Kamenev ou

Zinoviev, étaient très hostiles au nationalisme juif sous toutes ses formes. Ils voyaient même dans l'affirmation d'une nationalité juive en Union soviétique une machine de guerre pour les marginaliser. C'est Lénine qui a obligé Trotski à faire figurer une mention juive sur son passeport. Ce dernier y était en effet opposé. Ce n'est donc que lentement que la question juive, très importante dans la Russie révolutionnaire, a partiellement débouché sur des solutions territoriales. La toute première expérience eut lieu avec le village de Stalindorf, au cœur de l'Ukraine, jusqu'au jour où Staline, qui voulait à tout prix peupler la Sibérie, a considéré qu'il fallait aussi encourager une immigration juive aux frontières mêmes de l'Empire japonais, c'est-à-dire sur le fleuve Amour, au Birobidjan.

Cette création, qui continue de faire rêver, a malheureusement été entachée par les purges staliniennes, qui ont liquidé tout le groupe dirigeant qui s'y était impliqué. Il va sans dire qu'elle a été extraordinairement dure sur le plan physique, car, si le défrichage du désert palestinien ne fut pas une partie de plaisir, la taïga, les moustiques, les grands froids de l'hiver, ont constitué des défis permanents. Ils n'ont toutefois pas empêché quelques milliers de Juifs de s'accrocher à ce territoire et, même si le yiddish n'y est plus la langue officielle après avoir prévalu durant l'Union soviétique, il faut savoir que le Birobidjan reste un district autonome juif de la fédération de Russie.

À cet égard, une anecdote : le général Moïsseïev¹ étant né en Sibérie, j'avais supputé et écrit qu'il avait vu le jour au Birobidjan. Ce à quoi il m'avait été répondu dans la *Krasnaya Zvezda*, ce qui a valeur de confirmation pour qui connaît la presse soviétique de l'époque :

Le camarade Moïsseïev est né en Extrême-Orient et sa mère

était une humble paysanne russe de la province de Khabarovsk.

Comme ladite province incluait le Birobidjan et qu'il n'était, bien entendu, fait aucune allusion au père de Moïsseïev, c'était une façon de reconnaître son appartenance juive qui, pour moi, ne faisait aucun doute, ne serait-ce que par son patronyme dérivé de *Moïse*. J'avais eu en outre l'occasion d'apprendre qu'un général français, à qui l'on avait fait les honneurs de l'académie Vorochilov, sur la plaque d'entrée énumérant en lettres d'or les noms de ceux qui y avaient été les meilleurs élèves, était tombé sur un certain Levinson. Comme il avait posé la question de savoir si cet officier était juif, Moïsseïev lui avait répondu en le dévisageant : « Mais moi aussi ! »

Tout cela signifie bien que la complexité a toujours existé et que Staline, malgré les persécutions qui ont suivi, a quand même permis cette tentative de colonisation agraire, laquelle, tout en représentant une sorte d'enclave au sein du territoire soviétique, constituait néanmoins une forme d'alternative au sionisme. Puis, évoluant par la suite du fait de la menace hitlérienne, on peut dire que l'Union soviétique, qui était très réticente à l'égard du sionisme, a véritablement parrainé la naissance de l'État d'Israël.

Aujourd'hui, tout le monde se défausse face à cette réalité que les Israéliens comme les Russes ne veulent pas admettre. Les Britanniques, quant à eux, ont sinon saboté, à tout le moins refusé la fondation de l'État d'Israël ; et les Américains, pris en étau entre les Britanniques et la communauté juive des États-Unis, n'ont, contrairement à ce que tend à laisser penser une certaine vulgate, nullement apporté leur soutien à cet événement. De ce point de vue, la France a pris le pas sur les États-Unis. Si les Russes ont contesté cette paternité pour des raisons historiques inhérentes à leur politique arabe des années d'après-guerre, les faits n'en demeurent pas moins patents. Comme me le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

yeux de l'opinion juive de Palestine et d'ailleurs, demeureraient inadmissibles. Il n'en demeura pas moins qu'un petit noyau perdura, comme on le voit à travers le personnage un peu terroriste de Dov Landau du film *Exodus*.

Le groupe Stern et Yaïr Stern lui-même faisaient vraiment preuve de toutes les audaces, y compris celle d'engager des discussions avec les Allemands, au nom de la différence entre l'ennemi anglais et le persécuteur allemand. Dans l'optique du groupe, le persécuteur était susceptible d'aider au regroupement des Juifs en Terre sainte, alors que l'ennemi s'y opposerait toujours. Ce fut ainsi qu'en 1941 s'établit à Ankara le lien avec l'ambassadeur d'Allemagne, l'ancien rival d'Hitler, Franz von Papen, qui estima le projet intéressant et envisagea de jouer double jeu. Évidemment, Hitler, qui n'était certes pas un pervers, intima tout de suite l'ordre de rompre les contacts et, quelques mois plus tard, à l'issue d'une série d'attentats meurtriers contre les Anglais, Stern fut débusqué de sa cachette dans les quartiers sud de Tel-Aviv et exécuté d'une balle par un officier britannique du MI5, en février 1942. Le groupe ainsi décapité se trouva à la dérive, mais comme toujours dans ces mouvements extrêmes – on retrouvera la même chose dans le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) juste avant 1967 –, il se scinda entre une tendance d'extrême droite et une autre d'extrême gauche. C'est là que se situe l'épisode extraordinaire de la pénétration et de la récupération de l'essentiel du groupe Stern par les services soviétiques, qui en feront bon usage. C'est une histoire qui donne le vertige, mais qui est bien réelle, et l'homme des Soviétiques dans ce groupe Stern ne fut autre que Yitzhak Shamir, le futur Premier ministre d'Israël, auquel Staline et Beria pensaient encore pour conduire la première liste « communiste unifiée » aux toutes premières élections générales du nouvel État d'Israël.

-
- . Dernier chef d'état-major de l'armée soviétique avant le putsch de 1991.
 - . California Institute of technology.

Chapitre II

Le Kremlin et le monde arabe

Le Kremlin opte pour Nasser
L'arrivée au pouvoir d'Anouar Sadate

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de Nasser que le leader égyptien n'hésitait pas à emprisonner certains membres des partis communistes arabes, qui voyaient en lui un nationaliste. Pour autant, globalement, tous le soutenaient ! J'ai entendu mille fois Gromyko déclarer que le plus grand malheur qui soit arrivé à l'Union soviétique avait été le décès prématuré de Nasser, en 1970, qui empêcha la Russie de bien asseoir sa politique...

Le glas de Nasser avait sonné trois ans plus tôt, en juin 1967, avec la guerre des Six-Jours. Alors que la majorité des spécialistes du Moyen-Orient à Moscou considérait que l'équipement et l'entraînement militaires soviétiques avaient transformé les forces armées égyptiennes, cette illusion fut balayée par l'issue humiliante de la campagne éclair menée par Israël, qui prit au dépourvu aussi bien le KGB que Nasser. Certains médias soviétiques eurent vent de l'attaque avant le KGB, lequel n'apprit la nouvelle qu'en interceptant des comptes rendus de l'Associated Press !

A. A. – Quelques mots de synthèse sur cette guerre qui, du 5 au 10 juin 1967, opposa Israël à l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et l'Irak : conçue comme une riposte au *casus belli* que constitua, le 23 mai 1967, le blocus par l'Égypte du détroit de Tiran aux navires israéliens, elle fut sanctionnée par une rapide victoire. Au cours des trois premières heures de raids aériens, deux cent quatre-vingt-six des trois cent quarante avions de combat égyptiens furent détruits au sol, laissant les troupes de Nasser sans protection aérienne durant les batailles terrestres livrées ensuite dans le désert du Sinai.

Au sixième jour, les armées égyptiennes, syriennes et jordaniennes étaient vaincues. Israël tripla la superficie sous son contrôle : l'Égypte perdit la bande de Gaza et la péninsule du Sinai ; la Syrie fut amputée du plateau du Golan ; et la Jordanie,

de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. À cela s'ajouta la prise de la vieille ville de Jérusalem proprement dite, tandis que l'agglomération réunifiée et annexée devenait la capitale d'Israël. On aurait pu supposer, du côté arabe, que l'Union soviétique apporterait son soutien, ce qu'elle fit par des déclarations fracassantes à l'ONU demandant la condamnation de l'« agression israélienne ». Mais il n'en fut pas de même au lendemain de la victoire, lorsque, après une réunion en tête à tête entre les délégués soviétique et américain, le Conseil de sécurité adopta à l'unanimité une résolution réclamant un cessez-le-feu immédiat, sans condamner Israël ni requérir le retour au *statu quo ante*. Les pays arabes enregistrèrent clairement ce « lâchage » de Moscou.

V. F. – Après la défaite, Nasser, d'une voix brisée mais incantatoire, annonça à la radio d'État qu'il démissionnait de toutes ses fonctions : des millions de personnes emplirent aussitôt les rues du Caire pour le supplier de demeurer à la tête du pays – ce qu'il finit par accepter. Nasser mesura également l'aide que pouvaient lui apporter les poètes et les chanteurs. Il rallia à sa cause la diva Oum Kalsoum, un moment écartée des ondes. Celle-ci chantera un hymne anti-israélien dont le refrain est encore présent dans les mémoires : « Égorge... » Le Kremlin, quant à lui, dénonça publiquement l'offensive impérialiste et rompit, sur les conseils malencontreux du Yougoslave Tito, toute relation diplomatique avec Israël (geste qu'il allait par la suite regretter) avant de décider de reconstruire les armées arabes.

Le chef d'état-major général des forces soviétiques, Matvei Zakharov, resta sur place, afin de superviser la réorganisation et le rééquipement des troupes égyptiennes. Le nombre de conseillers soviétiques en Égypte fut porté à vingt mille.

Digérant la défaite en compagnie de l'URSS, Nasser déclara : « Il est important pour nous d'admettre que les États-Unis sont dorénavant notre principal ennemi. [...] Nous sommes prêts à mettre nos installations portuaires à disposition de la flotte soviétique, de Port-Saïd à Solloum et d'El-Arish à Gaza. » En 1970, à sa demande, des bases aériennes équipées de missiles SAM-3 et d'avions de combat pilotés par des Russes s'implantèrent sur le sol égyptien en vue de renforcer ses défenses aériennes.

Finalement, le plus grand talent politique de Nasser résidait dans son éloquence et sa présence charismatique, qui lui permirent de survivre à l'humiliation militaire de 1967, dont il était pour la plus grande part responsable, et de communiquer à l'opinion arabe une vision séduisante, quoique irréalisable, d'une unité qui restaurerait la fierté et l'honneur que l'impérialisme lui avait dérobés. Il laissa derrière lui quelques grandes réalisations. Le barrage d'Assouan et les immenses aciéries d'Hélouan, tous deux financés par l'Union soviétique et érigés en modèles de construction socialiste, furent bâtis au mépris des conditions locales. Le socialisme égyptien avait échoué. Nasser le reconnut un jour : « Le socialisme ne nourrit pas les peuples... »

Il mourut d'une crise cardiaque le 28 septembre 1970, quelques heures seulement après une conférence arabe qui avait conduit à un accord de paix entre la Jordanie et les combattants palestiniens, à l'issue de la difficile épreuve du Septembre noir. L'un des plus célèbres journalistes arabes, Hussanein Heykal, qui avait été son ministre de la Propagande, accusa Sadate d'avoir assassiné Nasser en lui servant à la minute de sa mort une tasse de café empoisonné – Heykal aurait été témoin de cette scène digne de Shakespeare.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

superficielles envers l'État hébreu, la même politique fut appliquée, qui aboutira au plus grave incident israélo-américain : le bombardement d'un gros navire d'écoute électronique par les Israéliens. La version officielle retiendra une malheureuse erreur qui aura coûté la vie à vingt-cinq marins américains. Cependant, les Israéliens n'ont jamais fourni d'excuses et un certain nombre d'ouvrages ont divulgué depuis que la cause de cette attaque avait été la révélation, par des espions, que les écoutes installées par les Américains étaient directement transmises à Nasser !

Pour avoir été pris la main dans le sac, ni les Américains ni Lyndon Johnson n'osèrent élever la moindre protestation.

Après le départ du président Johnson, ce fut Richard Nixon, profondément pro-israélien – bien que n'hésitant pas à parler de « *Jewboys* », c'est-à-dire de « youpins », dans les enregistrements du Watergate –, qui le premier nomma un Juif, en l'occurrence Henry Kissinger, à un poste à responsabilité sans précédent, la direction des Affaires étrangères. Secrétaire d'État de Nixon, promoteur de la Realpolitik, Kissinger, futur prix Nobel de la paix, jouera de fait un rôle essentiel dans la diplomatie américaine au cours de la guerre froide. Il inspirera la politique de détente avec l'URSS et aura une fonction cruciale dans le rapprochement avec la Chine.

Ce fut donc sous le mandat de Nixon que se produisit le grand tournant pro-israélien de la politique américaine. Avant lui, Kennedy, sans être antisémite, n'éprouvait guère de sympathie à l'égard d'Israël et s'était particulièrement braqué contre son programme nucléaire, qui arrivait alors à maturité. Sous la présidence de Kennedy, les pressions américaines pour que l'État hébreu renonce à la bombe atomique étaient encore très fortes. Elles ne prirent fin qu'à partir de 1967. J'arrête donc ici, pour l'instant, la description de la judéophobie tant ethnique

que politique, ainsi que des rapports internationaux entre Israël et le reste de la planète, pour en venir aux sentiments provoqués par le monde arabe et musulman.

Vous avez dit antiarabe ?

ALEXANDRE ADLER – Tout antisémite qu’il ait été, Staline n’en demeurait pas moins extrêmement méfiant à l’égard du monde arabe. Pourquoi ? D’abord, parce qu’il était un homme du Caucase, avec de vieilles solidarités et antipathies ethniques. Il avait vécu dans sa jeunesse à Bakou, la capitale de l’Azerbaïdjan, qui était à l’époque le véritable centre économique du Caucase, où il avait dirigé les grèves de 1905 dont on a évidemment monté le rôle en épingle par la suite. Ensuite, parce qu’il considérait que l’islam était un mouvement de fanatiques, de féodaux. Enfin, parce qu’il redoutait une instrumentalisation de l’islam par les Britanniques. Par conséquent, il n’était pas intéressé par le mouvement de libération arabe.

En 1947, Alexandre Kojève, grand agent soviétique, philosophe devenu espion dans le souci de parvenir jusqu’à Staline pour le conseiller, écrivit un article extraordinaire, éloge absolu de l’empire colonial français – ce qui n’aurait pas vraiment eu d’importance si, par ailleurs, ses idées ne s’étaient trouvées reprises dans le programme du Parti communiste français, afin de créer la « véritable Union française »... Il n’était alors nullement question d’émanciper l’Algérie : Maurice Thorez dira même, au début du conflit algérien, que les Américains voulaient installer des bases dans une Algérie indépendante. En réalité, la politique des communistes français

était assez similaire à celle de leurs homologues soviétiques vis-à-vis de l'Asie centrale.

Il est également à noter que, dans ces années-là, le nationalisme iranien était beaucoup plus fort et que la Turquie basculait dans l'alliance américaine. Alors que les persécutions antisémites atteignaient leur point culminant, fut lancée parallèlement dans toute l'Asie centrale une véritable campagne d'éradication culturelle et linguistique du Persan et du Turc.

VLADIMIR FÉDOROVSKI – Les relations que le Kremlin avait nouées avec les musulmans vont nous ramener à la Tchétchénie et à cette hantise des Russes face au fondamentalisme islamiste. Alors que la politique du tsar libérateur, Alexandre II, s'était construite en harmonie avec les musulmans – on sait que l'élite tatare, historiquement musulmane, s'était convertie au christianisme –, les bolcheviks virent immédiatement en ces derniers, comme dans les Juifs à une certaine période, des alliés naturels contre le tsarisme. Staline avait parfaitement intégré les potentialités de manipulation de la révolte utilisée contre l'autorité impériale. Une fois la Révolution au pouvoir, il était donc logique qu'il en conçût quelque défiance sur le plan intérieur, tout en réfléchissant à la façon dont il fallait jouer face au monde musulman, notamment à propos de la question de l'Iran et de la Turquie.

A. A. – Un historien bolchevique du nom de Pokrovski, grand idéologue des années 1920, avait ainsi élaboré une histoire de la Russie dans laquelle les conquêtes de l'Asie centrale et du Caucase étaient présentées comme un déni de la liberté des peuples. L'imam Chamil, qui dirigeait à la fois les communautés de Tchétchénie et du Daghestan et avait conduit la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

arrivée au pouvoir en 1958, il avait pris ses distances avec cette coopération mise en œuvre sous la IV^e République... S'il est vrai que sur le plan politique le Général ne voulait pas aller aussi loin que Guy Mollet, Maurice Bourgès-Maunoury ou Jacques Soustelle, le fait que ce dernier ait été ministre délégué auprès du Premier ministre Michel Debré, chargé du Sahara, des DOM et TOM et des affaires atomiques, est des plus significatifs.

La bombe atomique israélienne devint donc une réalité qui inquiéta fortement John Kennedy, un peu moins Lyndon Johnson, enlisé dans la guerre du Viêtnam. Les Israéliens avançaient à marche forcée.

Deux bombes émergentes existaient désormais, en contravention avec les grandes puissances : celles de la Chine et d'Israël. D'où l'idée des Soviétiques d'opérer des bombardements préventifs. Dans le cas chinois, c'était le secrétaire du parti de Leningrad, Tolstikov, qui défendait cette thèse. Brejnev, qui n'était pas un va-t-en-guerre, ne retint pas la suggestion, et pour punir son auteur d'avoir par ailleurs conspiré contre lui, le nomma ambassadeur à Pékin... tout en étant parfaitement conscient que les Chinois étaient au courant de ses intentions !

Le passage d'Israël à l'arme nucléaire se révélant extrêmement dangereux, les Soviétiques installèrent des Foxbat (des MiG-25 très avancés) en Égypte en 1966, dans la perspective, malgré tout, d'un éventuel bombardement préventif des installations de la centrale de Dimona. Comme ils entretenaient encore des relations diplomatiques avec Israël, ils utilisèrent le secrétaire du parti communiste israélien, Moshe Sneh, qui avait été un de leurs grands amis, pour avertir Ben Gourion que l'État hébreu atteignait, de leur point de vue, une

limite inacceptable. Nous savons aujourd'hui par les archives israéliennes qu'ils ont été jusqu'à effectuer à titre dissuasif un survol de Dimona, juste avant la guerre des Six-Jours. Mais le bombardement préventif n'aura finalement pas lieu.

Dérive et reprise en main chez les Soviets

VLADIMIR FÉDOROVSKI – Pour ce qui est de cette période, le malheur fut qu'elle intervint à un moment de transition gravissime à la tête de l'establishment militaire soviétique : le maréchal Joukov, qui nourrissait de vraies ambitions, fut écarté par Khrouchtchev et remplacé par son *alter ego*, le maréchal le plus glorieux, qui par ailleurs avait été volontaire dans l'armée française durant la guerre de 1914, Rodion Malinovski. Ce dernier était un militaire au prestige incontestable, qui apaisa les tensions et, dénué de toute visée personnelle, écarta les dangers césaristes. Quand il fut atteint d'un cancer – il mourut en 1967 – se posa la question de sa succession. Cela donna lieu au sein de l'establishment militaire à une véritable bataille, l'une des plus importantes de l'histoire soviétique, puisque la candidature favorite de Brejnev était celle de Dmitri Oustinov, appelé à devenir ministre de la Défense.

Oustinov, ministre de l'Armement dès 1940, fut l'un des artisans de l'effort de guerre russe, à la suite de quoi il participa aussi, naturellement, à la naissance de l'arme atomique. Enfin, il fut porteur d'un projet technocratique visant à faire de son ministère non pas un département des Forces armées, mais un organisme réunissant à la fois l'armée et les industries de défense, sur le modèle du Pentagone américain. Il sera plus tard le grand allié d'Andropov, avec qui il mettra en selle Gorbatchev.

C'est une figure exceptionnelle. La bataille battit son plein à son sujet, à laquelle participa un personnage que j'ai personnellement bien connu : Gretchko...

ALEXANDRE ADLER – Il se trouve en effet que les Yougoslaves, qui souvent, dans la mesure où ils jouissaient d'une plus grande liberté, laissaient filtrer des informations, avaient écrit dans *Borba*, l'organe du parti communiste yougoslave, un article indiquant qu'Oustinov était pressenti pour devenir ministre de la Défense à la mort de Malinovski. Or trois semaines plus tard, il s'avéra qu'il n'en était rien et que le choix s'était porté sur Gretchko, un maréchal ukrainien dont le rôle ne fut pas central au cours de la Seconde Guerre mondiale, mais qui était le porte-parole d'une armée pure et dure, assez nationaliste.

En réalité, il est clair que Brejnev a été battu sur cette affaire au bureau politique et qu'il n'a pas eu la force d'imposer Oustinov. Ce ne sera qu'en 1976, à la mort de Gretchko, que l'on assistera au retour d'Oustinov.

V. F. – Dès son entrée en fonctions, Gretchko mit au point une réforme du service militaire, qui conféra à l'armée un rôle essentiel dans l'éducation patriotique et morale de la jeunesse. Sous son impulsion, des officiers feront campagne en faveur d'une certaine réhabilitation de Staline, au moins pour ce qui est des affaires militaires. Ce sera lui qui préparera le coup de Prague en 1968 et qui initiera le processus de normalisation politique de la Tchécoslovaquie. Dans la bataille pour la conquête du pouvoir, l'argument de ses partisans consistait à avancer qu'il fallait un vrai militaire à la tête du ministère, au motif que la Russie pouvait à tout moment se trouver engagée dans une guerre qui, en l'occurrence, se trouvait être la guerre contre Israël, par le truchement des Arabes.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

1974, le directeur de la CIA, William Colby, se rendit en Égypte à titre d'invité personnel de Sadate. Le KGB projeta alors de se venger sur le secrétaire présidentiel chargé des relations internationales, Achraf Marouane, gendre de Nasser, qui chapeautait les services égyptiens. Il lança une campagne visant à faire passer Marouane pour un agent de la CIA. Des articles dénonçant ses prétendus liens avec les services américains fleurirent dans les journaux libanais, syriens et libyens. Il fut également accusé d'avoir perçu des pots-de-vin et d'avoir détourné des sommes considérables allouées à l'Égypte par l'Arabie Saoudite et le Koweït pour l'achat d'armements. La résidence soviétique du Caire fit de plus courir le bruit qu'il entretenait une liaison avec l'épouse de Sadate, Jihane, et rapporta que ces rumeurs étaient parvenues aux oreilles du président en personne. Comme il fallait s'y attendre, le KGB se félicita de l'éviction de Marouane, deux ans plus tard, de son poste de secrétaire chargé des relations internationales...

Enfin, dans le cadre de ses mesures actives, le Kremlin fit bon usage de l'enthousiasme de jeunesse de Sadate pour Adolf Hitler. Sadate lui-même avoua dans son autobiographie qu'à l'âge de quatorze ans, à l'époque où Hitler était devenu chancelier d'Allemagne, il avait été inspiré par la manière dont le Führer avait entrepris de reconstruire son pays :

Après avoir réuni mes amis, écrivit-il, je leur expliquai que nous devons suivre l'exemple d'Hitler et marcher sur Le Caire. Ils s'éloignèrent en riant !

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Sadate avait également été un fervent admirateur de la campagne de Rommel contre les Britanniques dans le désert de Libye et, plus tard, il érigea en sa mémoire un musée à El-Alamein. Jusqu'en 1953, il déclarait publiquement qu'il admirait Hitler « du fond du

cœur ».

Cela étant, sans oser le dire ou en présentant d'éventuelles initiatives de paix comme autant de « ruses » visant à abattre l'entité sioniste, Anouar Sadate aura été l'un des dirigeants les plus habiles. Effectuant sa visite à Jérusalem en 1977, il multiplia les signaux destinés à désarmer un possible contrecoup de l'opinion publique arabe. Dans le discours qu'il prononça à la Knesset, il décrivit le retour des Juifs comme un afflux de persécutés venus se réfugier dans le sein du monde arabe et islamique, et c'est à ce titre seulement qu'il envisagea d'établir des relations avec leur État. S'il se rendit sur les Lieux saints musulmans et chrétiens (la mosquée Al-Aqsa et le Saint-Sépulcre), il évita cependant le Mur des lamentations, dont les musulmans antisémites contestaient l'authenticité, lui préférant le mémorial de l'Holocauste, ce qui renforça sa thématique des Juifs « protégés » par l'Islam. Dans tous ses déplacements, il était accompagné par le recteur d'Al-Azhar, qui ne disait mot, mais dont la seule présence était une assurance d'orthodoxie.

Il y eut également l'affaire de la cravate : pourquoi le président égyptien porta-t-il à la Knesset une cravate dont le motif évoquait, de quelque façon qu'on le prenne, une croix gammée, sinon pour laisser entendre qu'il demeurait un ennemi des Juifs ? Néanmoins, ces précautions seront vaines : Sadate sera assassiné par des militaires ralliés à l'islamisme, le 6 octobre 1981. Dans la plupart des pays arabes, il fut traité comme un paria qui avait capitulé devant Israël. L'Égypte fut exclue de la Ligue arabe, laquelle quitta son quartier général du Caire pour Tunis. Enfin, près de deux millions d'Égyptiens, qui travaillaient dans d'autres pays arabes, furent renvoyés chez eux.

. Organisation des pays exportateurs de pétrole, créée en 1960,

afin de réguler le prix du baril.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Où l'on voit que les Empires russe et ottoman se développent de façon parallèle et antinomique ; que, par le biais de l'instabilité des minorités grecque et arménienne, les Juifs deviennent le plus sûr soutien de l'Empire turc ; et que l'erreur majeure de l'alliance avec l'Allemagne et la guerre contre la Russie sonneront le glas de celui-ci, auquel succédera la république de Mustafa Kemal. Où l'on voit enfin que l'Histoire se fit aussi du côté arabe, avec l'un des grands aventuriers du siècle : Lawrence d'Arabie.

Les frères ennemis

VLADIMIR FÉDOROVSKI – Alexandre, raconte-nous la Turquie, toi qui y as passé une partie de ton enfance...

ALEXANDRE ADLER – La Turquie et la Russie naquirent en même temps, la Russie étant une fille de Byzance, dont la Turquie est l'héritière. Celui qui l'a le mieux saisi, à mon sens, est bien sûr un poète : Joseph Brodsky. Dans son essai, *Loin de Byzance*, il évoque Sainte-Sophie et a le sentiment, dès sa première visite d'Istanbul, lui qui est un Juif russe récemment exilé, que c'est là le cœur de cette histoire, que, de même que tout Byzance perdure dans la Turquie, toute la Russie est une poursuite de Byzance.

À partir de cela, je ferai deux remarques :

- Premièrement, il convient de signaler que cet héritage si fondamental fascina tout à la fois les sultans et les tsars. Au XVI^e siècle, sous l'influence de ses conseillers grecs, Soliman le

Magnifique (1494-1566) considéra que la principale source de la législation de l'Empire ottoman devait être le droit romain, dont il est opportun de rappeler qu'il est né sous Justinien, précisément à Constantinople. De la même façon, tout en se voulant sultan, il reprit à son compte les titres d'empereur d'Orient et de César.

À l'évidence, l'ambition des premiers conquérants ottomans était d'être des Césars pour leurs sujets chrétiens et de conduire – tout comme le fit le Grand Moghol Akbar en Inde, à la même époque – une politique visant à la fusion des deux cultures, turque et grecque chrétienne.

- En second lieu, cela fut strictement l'inverse symétrique pour les Russes, puisque c'est en 1552, lors de la prise de Kazan, c'est-à-dire de la conquête des musulmans turco-phones de l'Eurasie russe, qu'Ivan le Terrible conçut cette extraordinaire ambition d'être l'authentique successeur des Basileis, les rois de l'empire d'Orient et empereurs de Constantinople.

V. F. – Quarante ans plus tôt, le moine Philothée, du monastère Éléazar de Pskov, formula pour la première fois la théorie de Moscou considérée comme la Troisième Rome, dans une lettre adressée à Vassili III vers 1510-1511. Deux Rome étaient tombées, la troisième était debout, et il n'y en aurait pas de quatrième. Cette vision apocalyptique fait désormais partie des doctrines officielles du patriarcat de Moscou...

A. A. – Or, voici qu'après l'ultime tentative d'Empire romain que fut l'Union soviétique, la Russie est devenue plus modestement une grande nation. Tout comme la Turquie un peu plus tôt. Bien qu'opposés, les deux pays ont une parenté logique : deux empires multinationaux, deux héritiers de Constantinople, habités l'un et l'autre par des sociétés

profondément orientées vers une recherche de l'autorité, qui n'ont jamais accepté qu'elle soit partagée et qui ont donné, dans la Russie d'avant Pierre le Grand, ces soldats d'élite que furent les *streltsy* et, dans l'Empire ottoman, les janissaires.

Similitudes qui permettent même d'observer que l'Empire ottoman, dans sa phase décadente, reprit une recette russe : les villages cosaques. Il installa à ses confins des groupes de villages de soldats, les Hamidiye, des gens particulièrement dangereux comme l'étaient les cosaques, prêts à la guerre et au pillage pour défendre des frontières toujours en difficulté.

Au fond, l'Empire russe et l'Empire ottoman sont deux frères ennemis. On ne peut comprendre l'évolution du premier sans penser au second, et inversement. Ils se sont profondément transformés au XX^e siècle sans jamais se retrouver, car dès la fin du XVIII^e siècle, Catherine la Grande avait commencé à s'attaquer à un Empire ottoman affaibli, essayant de lui ravir les Balkans, le Monténégro, le Caucase et la Crimée. Premières manifestations de la puissance russe, dont il est clair que l'objectif final était Constantinople.

À l'inverse, l'Empire ottoman, sur la défensive, conduira dès le XVI^e siècle une diplomatie active, appelant à son secours les Occidentaux : Français, Anglais, ainsi que les différentes puissances allemandes. La guerre de Crimée, seul grand conflit entre l'Europe et la Russie, eut pour motivation de tenir la puissance russe, renforcée par l'échec des révolutions de 1848, loin de Constantinople et des détroits. C'est la raison pour laquelle Français et Anglais sont allés prendre Sébastopol.

V. F. – C'est au début du XIX^e siècle que naquit l'idée, devenue une constante de la politique russe, selon laquelle la Russie formerait par rapport à l'Occident une sorte de bouclier

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

qui venait de prendre la tête d'un mouvement de résistance à l'armistice. Liman von Sanders lui dit qu'il l'avait considéré durant des années comme un agent français dont il fallait se méfier ; mais dans l'état où se trouvait alors la Turquie, il ne voyait plus que lui pour sauver le pays : « Va à Ankara et soulève l'armée », conclut-il. Telle fut la dernière rencontre entre Liman von Sanders, qui mourra en 1929 à Munich, et son « disciple » improvisé. L'Histoire a montré que si Mustafa Kemal et un certain nombre de francophiles de l'armée turque avaient eu la sagesse de déclarer la neutralité de la Turquie en 1914, comme la Turquie kémaliste avait eu la sagesse de refuser l'alliance allemande en 1939, elle s'en serait indéniablement trouvée mieux. Et les Arméniens auraient évité le génocide. Le choix n'a certes pas été heureux, mais il s'est ajouté à une chaîne de catastrophes...

V. F. – Notamment à l'action de Lawrence d'Arabie !

L'homme des Arabes

VLADIMIR FÉDOROVSKI – Les événements se révélaient dramatiques du point de vue ottoman, bien sûr, où Lawrence joua un rôle primordial. Le style, c'est l'homme, dit-on ; et l'homme, c'est la politique. À l'aube de la Grande Guerre, le Moyen-Orient vit apparaître un Britannique répondant au nom de Thomas Edward Lawrence, muni d'un pistolet Mauser et d'un appareil photographique et accoutré d'une manière singulière. Sa tenue, passée à la postérité, était composée d'une chemise d'étoffe finement tissée et largement échancrée, d'un short blanc retenu à la taille par une ceinture kurde dont les glands rouges, attachés sur la hanche gauche, proclamaient sa

qualité de célibataire. Contrairement aux autres Européens, Lawrence s'abstenait de boire du vin et de l'alcool. Autre particularité, il parlait la langue des Bédouins et prétendait mener la même vie qu'eux : « Les Arabes exercent un attrait particulier sur mon imagination », se plaisait-il à dire. Était-il un bluffeur, un espion, un traître ou, comme l'affirmait Winston Churchill, « l'un des plus grands princes que la nature ait créé » ? « Je ne suis pas de ceux que l'on peut résumer en trois mots », jugeait-il lui-même, non sans arrogance.

Afin de saisir le caractère du personnage, je relaterai cette anecdote. Né en 1888 au pays de Galles, Lawrence avait seize ans, habitait et étudiait à Oxford, quand survint un événement qui allait bouleverser sa vie. Au cours d'une bagarre avec l'un de ses camarades, il se fractura la jambe, mais attendit courageusement la fin de la journée pour se plaindre. Cet accident, qui l'immobilisa de longs mois, eut pour effet d'arrêter sa croissance, fixant sa taille à 1,64 mètre.

Ne pouvant désormais plus rivaliser avec les autres dans les activités sportives, il décida de compenser son infériorité physique par quelque action d'éclat qui forcerait l'admiration. « Je suis un Hercule de poche », disait-il amèrement. Il se passionna alors pour l'histoire ancienne et l'archéologie, au point de vouloir en faire son métier. Ayant obtenu une bourse l'autorisant à se joindre à la mission archéologique anglaise qui procédait à des fouilles sur la rive droite de l'Euphrate, il commença par s'installer près de Beyrouth, à l'école de la Mission américaine, afin de poursuivre ses cours d'arabe initiés à Oxford.

Sa situation devint néanmoins plus complexe, car il n'était pas seulement un jeune archéologue. En 1914, peu avant la déclaration de guerre, il effectua une prospection dans le désert du Sinaï, qui servit en fait de couverture aux travaux d'un

officier du génie chargé d'établir une carte de la région en prévision d'un conflit avec l'Empire ottoman. Quelques mois plus tard, alors que l'Empire prenait les armes contre l'Angleterre, la révolte arabe devint un facteur important de la stratégie britannique.

Lawrence se retrouva au Caire, affecté conjointement au service de renseignements et au service cartographique de l'armée d'Égypte. L'accueil qu'on lui réserva, relaté par l'un des officiers présents à son arrivée, fut pour le moins glacial :

Je vis apparaître à la porte de mon bureau un petit freluquet incroyablement fagoté, qui dansa plus qu'il ne marcha pour entrer dans la pièce et qui m'expliqua ce qu'il venait faire, d'un air à la fois goguenard et embarrassé. Après son départ, les officiers du service se demandèrent, ahuris, si ce clown était naturellement grotesque ou s'il le faisait exprès.

En 1916 fut créé l'Arab Bureau, une section de l'Intelligence Service à laquelle Lawrence fut affecté. Envoyé sonder les quatre fils du chérif Hussein, chef des armées arabes dressées contre la domination turque, il tomba rapidement sous le charme de l'émir Fayçal, le troisième fils d'Hussein, voyant en lui l'homme providentiel. En juin 1916, le chef hachémite lança la révolte et se proclama roi des territoires arabes. Avec l'aide de la Grande-Bretagne et de l'Égypte (qui toutefois ne reconnaissaient à Fayçal que le titre de roi du Hedjaz), les forces hachémites organisées par Lawrence immobilisèrent un grand nombre de soldats ottomans à Médine et en Syrie. Les Turcs abandonnèrent Bagdad et Jérusalem aux Anglais en 1917. Un an plus tard, Damas fut libérée par des troupes anglo-australiennes, et l'Empire ottoman s'effondra. Les armées britanniques, françaises, italiennes et grecques prirent le contrôle de la capitale. Les Grecs rejetèrent le symbole de leur allégeance, le fez, et obligèrent les Turcs à saluer le drapeau hellène. Ces

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

déclaration de guerre à l'Allemagne en février 1945, la Turquie se retrouva avec un statut ambigu, considérée par les Alliés comme proche du clan des pays vaincus. Face à la gourmandise affirmée de l'URSS, les Turcs se rapprochèrent donc des États-Unis en vue de garantir leur sécurité et leur unité territoriale.

A. A. – Il n'empêche que l'engagement d'une partie de l'armée derrière les nazis pendant la guerre fut à l'origine de la naissance d'un véritable mouvement fasciste en Turquie : les Loups gris. L'homme de l'alliance allemande, le maréchal Tchakmak, était chef d'état-major. En 1944, lorsque la Turquie entra en pourparlers pour rejoindre l'alliance occidentale, les Britanniques émirent une condition première : l'éloignement de Tchakmak. Ce dernier fut donc destitué dans l'obscurité la plus totale, et l'on procéda à une épuration des officiers fascistes de l'armée turque.

Il en résulta que dès la parade du 8 mai 1945, étant précisé que la Turquie avait formellement déclaré la guerre à l'Allemagne pour figurer à la conférence de San Francisco, un jeune colonel dissident venu de Chypre et fanatiquement antianglais, Alparslan Türkes, organisa des manifestations. Révoqué de l'armée, il fonda son premier parti, l'Action nationaliste, auquel adhérèrent les militants des « Foyers de l'idéal » : les Loups gris marquèrent ainsi le début d'un puissant mouvement fasciste qui n'a cessé d'exister jusqu'à ce jour, tout en s'atténuant peu à peu sous l'impact de la démocratie de plus en plus prégnante.

L'islamisme contre-attaque

VLADIMIR FÉDOROVSKI – Est-il vrai, comme d'aucuns le

prétendent aujourd'hui, que la renaissance islamique est liée à cette période d'immédiat après-guerre ?

ALEXANDRE ADLER – Alparslan Türkeş était laïque, mais à peine Atatürk était-il décédé que la ferveur de cette révolution diminua, ce qu'un Russe peut parfaitement comprendre, car le processus fut le même pour ce qui concerne l'anticléricisme et toute la révolution culturelle stalinienne, qui n'ont pas survécu à Staline...

V. F. – Mais Staline a renoué pendant la guerre avec l'Église, alors que tel n'a pas été le cas des Turcs avec la Mosquée.

A. A. – Certes, néanmoins les relations se sont détendues : avant 1939, les muezzins ne pouvaient pas appeler à la prière ; à partir de 1945, l'interdiction se relâcha. Ainsi, peu à peu, les élites ont accepté de vivre avec une religion populaire qu'on ne prenait pas très au sérieux, mais qui était incontournable.

V. F. – Le modernisme était-il capable de digérer l'islam dans ce pays peu religieux ? Le vrai problème restant celui de la Turquie d'aujourd'hui : l'islam y est-il assimilable ? À tout le moins, le modernisme peut-il inventer un islam modéré ?

A. A. – Tu viens d'énoncer un point de vue très répandu, à savoir que le pays, sous Mustafa Kemal, n'était guère musulman. Or c'était le contraire : la Turquie de Kemal était la dictature d'un petit noyau d'intellectuels urbains d'Istanbul et d'Ankara, qui s'exerçait sur des campagnes massivement islamisées.

Des sociologues sérieux disent aujourd'hui que le port du foulard par les femmes a diminué, bien que l'AKP¹ actuellement

au pouvoir l'encourage systématiquement, et qu'il se trouve bien des bourgeoises et des étudiantes qui l'adoptent pour s'opposer à leurs parents, vieux fonctionnaires kémalistes. En réalité, dès que tu quittais Istanbul pour gagner l'Anatolie, qui était devenue une sorte de colonie de cette Turquie moderne, toutes les femmes portaient le foulard, voire le voile. Ce n'est que très progressivement, à travers les instituteurs et tout un travail de fond, que le régime kémaliste espérait renverser les choses, et cela ne s'est fait que lentement. La Turquie kémaliste était donc laïque dans ses principes, mais beaucoup plus majoritairement et massivement musulmane dans la réalité qu'on ne l'imagine, quand bien même l'islam était devenu une religion populaire et avait perdu tout prestige parmi les élites.

Paradoxalement, la réémergence de l'islam en Turquie comme facteur culturel – et c'est là toute l'ambivalence de ce mouvement – est liée à la démocratisation. Aussi longtemps que le parti kémaliste a été un parti unique, il défendait une idéologie pure et dure. C'est à partir de 1945, et sous l'influence américaine...

V. F. – ... En vue de l'alliance avec l'OTAN...

A. A. – ... Exactement ! C'est à partir de cette époque que le communisme est devenu l'ennemi, alors que le mouvement kémaliste, non communiste, n'était pas pour autant anticommuniste. Les enfants d'Atatürk se sont alors divisés en deux familles, et le général İnönü, successeur d'Atatürk, président de 1938 à 1950, un homme doué de beaucoup de bon sens et persuadé que la démocratie était l'avenir de la Turquie, déclara que le suffrage universel devait trancher entre ces deux orientations. Les kémalistes purs et durs maintenaient le Parti républicain du peuple qui, tout en restant autoritaire, devint de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sera pas aussi mesuré qu'on le dit, et qu'il faudra se préparer à une vaste coalition islamiste. Il est illusoire de compter sur les Turcs comme modérateurs. On assistera non pas à une pondération, mais à une radicalisation du pays.

Quelles alliances au sein du monde arabo-musulman ?

ALEXANDRE ADLER – Sur ce point, nous avons des visions tout à fait opposées. Je parie, quant à moi, sur la naissance par coups de pouce successifs d'une grande alliance des trois véritables États de la région : la Turquie, l'Iran et Israël. Viendra un moment où ils feront taire leurs querelles pour endiguer la montée d'une puissance islamiste sunnite appuyée sur la bombe atomique pakistanaise et sur les capacités financières quasi illimitées des Arabes du golfe Persique.

Aujourd'hui, la croissance et l'émergence de l'ancien tiers-monde assurent sans difficulté un pétrole au-dessus de 100 dollars, d'où des moyens financiers sans aucune mesure avec les marchés intérieurs et les ambitions industrielles rénovatrices de ces monarchies pétrolières. Dans ces conditions, où ira l'argent ? Dans la guerre en Égypte, pays qui doit être relevé pour redevenir la grande puissance dont rêvait Nasser ; dans la lutte armée en vue de balayer le régime syrien, de refouler les chiites irakiens et de créer ainsi progressivement les conditions d'un conflit avec Israël. Voilà le programme saoudo-islamiste !

VLADIMIR FÉDOROVSKI – D'accord sur le programme. Mais pour ce qui est de l'alliance Turquie-Iran-Israël, l'évolution s'amorce dans le sens contraire : Israël s'éloigne de

la Turquie et, malgré les tentatives de négociation de cette dernière concernant la bombe iranienne, le fossé est total entre Jérusalem et Téhéran. Au printemps 2012, Erdogan a officiellement indiqué « soutenir la position de l'Iran », mais en précisant que l'ayatollah Khamenei lui avait confirmé que le programme nucléaire iranien n'avait pas d'objectif militaire. Compte tenu de l'honorabilité du Guide suprême, le Premier ministre turc ne pouvait être que courtois, Ankara répliquant au surplus par une affirmation du même tonneau à propos du bouclier antimissile américain et de l'installation du radar de Kürecik. Ainsi, pas plus qu'il n'y a de programme nucléaire militaire iranien, il n'y a de radar en Turquie dirigé contre la République islamique...

Reste qu'en Iran, malgré les mouvements au sein de la société et les tendances pro-occidentales de la classe moyenne, le pouvoir est bel et bien aux mains des islamistes, dont rien ne semble indiquer qu'ils seraient prêts à le céder.

A. A. – Il ne faut pas pour autant faire litière de l'équation de base de 1920 : la modernisation et l'occidentalisation qui furent le fait des non-Arabes, à savoir les Turcs et les Iraniens, à travers Mustafa Kemal et Reza Pahlavi. Dans le même temps, dans toute la péninsule arabique, la politique de Lawrence d'Arabie, fondée sur les Hachémites, s'accompagna de la montée en puissance de forces réactionnaires et archaïques, lesquelles trouvèrent le moyen, notamment par les accords qu'Ibn Saoud signa dans les mains de Roosevelt dès 1945, de jeter les bases d'une forme de coexistence avec l'Occident.

Dans ce contexte, un certain nombre de décisions furent prises : la lutte à outrance contre la présence juive en Palestine, la liquidation des régimes parlementaires qui avaient vu le jour en Égypte et en Syrie à la faveur des indépendances et, enfin, le

recours possible à la guerre sainte pour chasser les Français d'Afrique du Nord et les Britanniques du Machrek.

Tout cela constitua un programme qui, sans être unifié puisqu'il n'y avait pas de centre révolutionnaire, donna une forme au nationalisme arabe, notamment avec Nasser, et surtout une alliance avec l'islam politique, lequel n'était jamais très loin et contrastait fortement avec les tentatives aussi bien iraniennes que turques de l'époque de s'émanciper de l'islam. Or, d'une certaine manière, nous y revenons !

Le paradoxe est que nous avons apparemment un régime islamiste en Turquie et une dictature islamiste en Iran, alors qu'en réalité nous assistons actuellement à la naissance d'un antagonisme décisif entre ces expériences historiques non arabes et l'instauration d'une alliance sunnite intégriste entre la mosquée Al-Azhar du Caire, La Mecque et Riyad, c'est-à-dire la dynastie saoudienne dans sa phase terminale. Cette alliance, dont ils pensent qu'elle permettra d'équilibrer les forces, les Américains l'appellent de leurs vœux. Mais ils découvriront – tout comme les Britanniques qui, après avoir salué en Hitler l'homme qui allait mettre les pendules à l'heure à Berlin, comprirent que le nationalisme allemand n'allait pas en rester avec eux à la coexistence que Chamberlain et tant d'autres avaient espérée – que l'islamisme naissant de cette alliance égypto-saoudienne n'a encore réglé ses comptes avec personne : pas plus avec la Turquie et l'Iran qu'avec Israël ou l'Europe.

V. F. – J'irais presque jusqu'à schématiser le « printemps arabe » comme un vaste complot des forces intégristes manipulant des symboles qui nous sont chers, de façon à prendre le pouvoir. Comme dirait Hegel, une « ruse de l'Histoire » !

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

le terrain, leurs malheureux partisans, qui étaient fort nombreux à l'époque, furent hachés menu. Tel fut le cas des militants du Parti démocrate (communisant) d'Azerbaïdjan à Tabriz, lequel disposait d'une présence forte et organisée sur le terrain, et bien entendu aussi des Kurdes, qui avaient proclamé à Mahabad, en Iran, une République autonome dirigée par le mollah Barzani, par ailleurs colonel de l'Armée rouge et héros de l'Union soviétique.

V. F. – Seule la violente pression exercée par les États-Unis et la Grande-Bretagne persuada l'Union soviétique de mettre un terme à son occupation militaire. Et pourtant, durant près de deux décennies, Moscou continua d'espérer une révolution qui porterait au pouvoir en Iran un régime prosoviétique.

A. A. – C'était la première fois que Staline reculait vraiment dans une région du monde depuis Stalingrad, étant précisé qu'au cours de l'occupation soviétique le parti communiste iranien, le Toudeh, qui avait pris le nom de Parti des masses, devint très important. Que la tutelle soviétique ait été abolie ne changea rien à l'enthousiasme local pour l'idée communiste, dans les années de l'immédiat après-guerre.

V. F. – Cela dura quatre ans, de 1945 à 1949, année où des communistes iraniens appartenant au corps des officiers tentèrent d'assassiner le chah, qui fut assez spectaculairement blessé par balle au visage. Deux ans plus tard, cédant à la pression de la rue, il nomma Premier ministre le nationaliste Mohammad Mossadegh, lequel s'empressa de nationaliser sans indemnités la production pétrolière, au grand dam des Britanniques, qui possédaient 50 % des parts de la Compagnie iranienne du pétrole.

Londres et Washington n'auront alors de cesse de dénoncer, mais aussi d'exagérer dans leur propagande la vulnérabilité de l'Iran à l'influence communiste. Selon le mot d'Anthony Eden, le nouveau président américain, Eisenhower, en était littéralement « obsédé ».

A. A. – Obsession injustifiée, car si Mossadegh avait repris les affaires en les orientant vers une sorte de réformisme révolutionnaire proche de celui de Nehru en Inde et si le Toudeh restait un acteur permanent, la défaite soviétique était patente.

Elle laissa des souvenirs amers. Ainsi, en Azerbaïdjan, les partisans du parti démocrate reprochèrent-ils à Staline de les avoir abandonnés.

Il apparut aussi que Staline s'était peu défendu, non seulement parce qu'il y avait une garantie américaine pour l'intégrité de l'Iran, mais aussi parce que, Géorgien élevé à Bakou, il se méfiait terriblement des musulmans de culture iranienne. Il se disait qu'augmenter la zone d'influence de cette culture en Union soviétique, comme cela aurait pu se faire à un moment donné avec l'appui populaire local, serait plus déstabilisant pour la sécurité du pays sur sa frontière sud que de laisser le chah administrer ce territoire, à condition qu'il ne se permette aucun écart.

En conséquence, autant le parti communiste soviétique comptait, parmi les spécialistes de l'Iran, des gens désireux de pousser les équilibres révolutionnaires, autant Staline était en arrière de la main ! Il le fut particulièrement dans les années 1952-1953, quand les Américains et les Britanniques préparèrent la contre-offensive contre Mossadegh, et ce pour deux raisons. Premièrement, parce que l'Union soviétique avait tenté de faire pression, afin de rentrer elle-même dans le capital des pétroles iraniens – au moment où Mossadegh nationalisa le

pétrole britannique, les Russes étaient encore dans l'idée d'un partage du pétrole entre l'Angleterre et la Russie. Deuxièmement, parce que la victoire de Mossadegh, c'est-à-dire du pur nationalisme iranien indépendant de l'Union soviétique, était inquiétante en raison de ses potentielles répercussions en Asie centrale, de sorte que le Toudeh, au moment décisif de la lutte, sabotera de manière répétée Mossadegh. Il finira par le soutenir, mais trop tard ; et on a l'impression que, souvent, il lui retira son appui.

V. F. – En 1953, en effet, les services américains et britanniques organisèrent un coup d'État pour renverser Mossadegh et restaurer l'autorité du chah. Son nom de code était « opération Ajax ». L'officier de la CIA, Kermit Roosevelt, sera chaudement remercié par Mohammed Reza qui, lui offrant son étui à cigarettes personnel en or, tout droit sorti de sa poche, lui dira avec émotion : « Je dois mon trône à Dieu, à mon peuple, à mon armée... et à vous ! »

L'Américain en fera rapport à Winston Churchill qui conclura : « Jeune homme, si j'étais plus jeune de quelques années, je n'aurais rien aimé autant que de servir sous votre commandement dans cette grande aventure ! »

A. A. – La chute de Mossadegh, abandonné par le Toudeh, fut traumatisante pour les Iraniens. Elle créa une véritable tendance antisoviétique, qui se traduisit par un retournement de l'opinion, dont Khomeiny se servit par la suite. De fait, à partir de là, les Russes firent figure de complices, de « petit Satan », comme les nommera l'ayatollah, le « grand Satan » étant incarné par les Britanniques et les Américains. Et le Toudeh devint durablement minoritaire, sinon anecdotique.

En définitive, à la lumière des deux expériences que furent

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

V. F. – Bani Sadr était un ennemi de Moscou. Leonid Chebarchine, le directeur adjoint du KGB, intervint auprès de Khomeiny : les Soviétiques discréditaient à tour de rôle tous les personnages de l'entourage de l'ayatollah ayant eu des contacts supposés ou réels avec les Américains.

A. A. – Leur coup de maître a été la création d'une tendance dite « de la ligne de l'imam », totalement engagée dans l'alliance avec l'Union soviétique. Le leader en était Ahmad Khomeiny, fils de l'imam, qui était prosoviétique et sous l'influence d'un personnage très intéressant, Moussavi Koheiniha, lequel avait vécu une bonne partie de sa jeunesse en exil en Azerbaïdjan soviétique. Son père, médecin, y avait suivi Jafar Pichevari, célèbre pour avoir tenté naguère de lancer une insurrection communiste en Iran à partir de Bakou, et qui fonda par la suite le Parti démocrate d'Azerbaïdjan. À la faveur d'une amnistie, Moussavi Koheiniha revint en Iran où, saisi d'une vocation religieuse, il se fit imam. Ce fut donc en tant que tel qu'il devint l'aumônier de ce groupe, tout en conservant manifestement des sympathies pour Moscou.

On y retrouvait aussi d'autres personnages – dont Mohammad Khatami, le futur président de l'Iran –, qui faisaient partie de cette même tendance que je qualifierais de promarxiste. Ainsi, dans ce conflit avec l'Irak, l'Union soviétique soutiendra d'abord clairement l'Iran.

V. F. – Ou plus précisément, dès qu'il y avait prédominance d'un adversaire, elle s'empressait d'armer le parti opposé... Elle observa une sorte de neutralité pour parvenir à un équilibre, tout en s'efforçant, aussi longtemps que dura cet équilibre, de jouer l'apaisement dans le conflit. L'action de Primakov s'inscrit dans cette optique : personne ne désirait que l'un ou l'autre des

belligérants sortît vainqueur, afin d'éviter tout bouleversement important.

Il faut également prendre en compte un autre facteur : la position des dirigeants iraniens et irakiens par rapport aux communistes. Quand Saddam les opprima, les Soviétiques fournirent plus d'armes à l'Iran en guise de représailles ; ils livrèrent à l'inverse plus de matériel aux Irakiens, lorsque les Iraniens opérèrent à leur tour des persécutions contre le Toudeh. Une neutralité active et alternative, en somme !

Politique d'abord

ALEXANDRE ADLER – Un activisme qui sera aussi fonction de l'inspiration des dirigeants. Iouri Andropov, succédant à Brejnev de 1982 jusqu'à sa mort en 1984, ne ressentait guère de sympathie pour l'Iran islamiste, qu'il considérait comme un pays déstabilisateur et recourant au terrorisme. Alors que le Kremlin avait jusqu'alors tenu la balance égale – avec plus d'engagement en faveur de l'Iran à cause de ses arrangements concernant l'Afghanistan –, brusquement, tout changea. Avec Andropov au pouvoir, Moscou se positionna avec les Occidentaux derrière l'Irak de Saddam Hussein. Convaincu par Aliev, son conseiller pour les affaires iraniennes, Andropov estima qu'il fallait absolument enrayer l'islamisme. Issu d'une famille d'Azerbaïdjan, au départ religieuse, Aliev détenait une vraie autorité au sein du KGB par rapport à ceux qui minoraient ce facteur ou prétendaient que l'on pouvait jouer sur un islam révolutionnaire. Il avait tout de suite indiqué que les moudjahidin du peuple et tous leurs groupes clandestins ne tiendraient pas cinq minutes et que, Khomeiny étant

farouchement opposé à l'Union soviétique et au communisme, il ne fallait pas miser sur lui. Cela prit du temps, mais un tournant s'amorça, qui d'ailleurs coûta la vie aux malheureux communistes iraniens déjà emprisonnés, puisque, une fois ce retournement anti-iranien totalement opéré par l'Union soviétique après la mort de Brejnev, tous les prisonniers furent exécutés dans leurs cellules de la prison d'Evin...

Ce ne fut qu'en 1990, le KGB s'inquiétant des tendances centrifuges qui se faisaient jour dans toute l'Union soviétique, que, sous Mikhaïl Gorbatchev, très hostile sur le plan personnel à Haïdar Aliyev, le Kremlin renoua avec l'Iran. Rafsandjani, le très pragmatique successeur de Khomeiny, se rendit à Moscou et à Bakou. Ayant désormais les coudées franches, le nouveau leader de la République islamique n'hésita pas à s'entendre très étroitement avec Gorbatchev, sur la base d'une égale crainte de Moscou et de Téhéran de voir émerger de la crise territoriale de l'Union soviétique un Azerbaïdjan indépendant à Bakou et, pourquoi pas un jour réunifié avec lui, celui, iranien, de Tabriz. C'est ainsi que Rafsandjani prit place, à Bakou, sur une tribune aux côtés de Gorbatchev, exhortant la foule à demeurer fidèle à l'unité de l'Union soviétique quand, à quelques kilomètres de là, sur la frontière officielle, Azéris soviétiques et Azéris iraniens arrachaient furieusement les bornes frontières, symboles d'une longue et arbitraire séparation. Les accords secrets Gorbatchev-Rafsandjani furent passés lors de la dernière année de vie de l'Union soviétique, en 1990. Au terme de ceux-ci, l'Iran protégea l'intégrité de son voisin du Nord et y contrecarra les tentatives séparatistes encouragées par les Turcs et leur soutien américain. En contrepartie, l'Union soviétique transmit à l'Iran les technologies nucléaires les plus avancées en matière civile, en reconstituant, puis en doublant la centrale de Bouchehr, dont la France avait, à l'époque du chah, jeté les premières bases. La

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

vocation à faire.

Table des matières

Chapitre premier

LE MOYEN-ORIENT ET NOUS

Face à Israël

Minorités musulmanes et juives en URSS

Où fonder Israël ? En Palestine... ou en Crimée ?

L'an prochain à Jérusalem

Chapitre II

LE KREMLIN ET LE MONDE ARABE

Le Kremlin opte pour Nasser

L'arrivée au pouvoir d'Anouar Sadate

Chapitre III

LA TRAVERSÉE DU SIÈCLE

Vous avez dit antisémite ?

Vous avez dit antiarabe ?

Chapitre IV

GUERRE ET BOMBE

Les clandestins de l'atome

Dérive et reprise en main chez les Soviets

Chapitre V

POLITIQUE ET MORALE

Une politique bien partagée

Chapitre VI

DE QUELQUES PERSONNAGES RECOMMANDABLES, ET DE CERTAINS AUTRES MOINS

Portraits sur le vif
Terrorisme pour terrorisme

Chapitre VII

DE CONSTANTINOPLÉ À ISTANBUL

Les frères ennemis
Mais revenons aux Juifs
L'homme des Arabes
Flash-back sur les guerres des Balkans et le génocide
arménien

Chapitre VIII

DE MUSTAFA KEMAL À TAYYIP ERDOĞAN

La marche turque
L'islamisme contre-attaque

Chapitre IX

GÉOSTRATÉGIE ARABO-MUSULMANE

Finalement, un modèle exportable ou pas ?
Quelles alliances au sein du monde arabo-musulman ?

Chapitre X

LA TROISIÈME CLÉ : L'IRAN

L'Iran entre Israël et la défense de l'axe chiite
La tentation iranienne

Le basculement

Chapitre XI

LA GUERRE IRAN/IRAK ET SES SUITES

L'irrésistible ascension de Saddam Hussein

Politique d'abord

Chapitre XII

DE L'EMBRASEMENT DE LA PLANÈTE

Enjeux et stratégies